



ACCORD-CADRE DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre National de la Recherche Scientifique
Délégation Alpes
25, rue des Martyrs - BP 166 - 38 042 GRENOBLE CEDEX 9
Téléphone : 04.76.88.10.00

OBJET DE LA CONSULTATION :

Prestations de surveillance et de gardiennage du site du Campus CNRS de Grenoble

Délégation Alpes - 25, rue des Martyrs - B.P.166 - 38042 GRENOBLE Cedex 9

SERVICE EN CHARGE DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE :

Le Délégué Régional de la Délégation Alpes
Assisté du Service Technique et Logistique du C.N.R.S. de la Délégation Alpes
Téléphone : 04.56.38.70.08

SOMMAIRE

Article 1 – OBJET DU DE L'ACCORD-CADRE

- 1-1 Objet
- 1-2 Forme de l'accord-cadre
- 1-3 Durée de l'accord-cadre
- 1-4 Modalités de reconduction
- 1-5 Sous-traitance
- 1-6 Clauses sociales et environnementales

Article 2 – PIECES CONTRACTUELLES

Article 3 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Article 4 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

- 4-1 Forme des prix
- 4-2 Répartition des paiements
- 4-3 Contenu des prix
- 4-4 Variation des prix
- 4-5 Application de la taxe à la valeur ajoutée
- 4-6 Bons de commande

Article 5 – AVANCE

Article 6 – PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

- 6-1 Mode de règlement
- 6-2 Présentation des demandes de paiement
- 6-3 Délai global de paiement
- 6-4 Paiement des sous-traitants (paiement direct)

Article 7 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Article 8 – REPRISE DU PERSONNEL

Article 9 – CONTINUITE DU SERVICE

Article 10 – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

- 10-1 Opérations de vérification
- 10-2 Décisions après vérification

Article 11 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 12 – PENALITES

- 12-1 Pénalités pour non-respect des obligations concernant la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail
- 12-2 Pénalités pour retard et non-exécution des prestations
- 12-3 Pénalités pour manquement aux obligations
- 12-4 Pénalités pour non-respect des modalités d'insertion sociale

Article 13 – MODIFICATIONS DE STATUT DE L'ENTREPRISE

Article 14 – LITIGES

Article 15 – RESILIATION

15-1 Conditions de résiliation

15-2 Redressement ou liquidation judiciaire

Article 16 – ASSURANCES ET ATTESTATION

Article 17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Article 18 – CONFIDENTIALITE

Article 19 – HYGIENE ET SECURITE

Article 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX CCAG-FCS

Article 21 – LISTE DES ANNEXES

1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1-1 *Objet de l'accord-cadre*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Prestations de surveillance et de gardiennage du site du Campus CNRS de Grenoble

Les caractéristiques des prestations demandées dans le cadre de l'accord-cadre sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-2 *Forme de l'accord-cadre*

Le présent accord-cadre est passé sous la forme d'un accord-cadre composite mono attributaire avec un maximum de **1 450 000€ HT** et est exécuté par une partie à prix forfaitaire et une partie à bons de commande.

Partie A : Prestations mensuelles de gardiennage exécutées selon un prix forfaitaire;

Partie B : Prestations complémentaires et exceptionnelles de gardiennage exécutées selon des prix unitaires.

1-3 *Durée de l'accord-cadre*

L'accord-cadre est conclu pour une période de (12) douze mois et prend effet le 1^{er} janvier 2026, ou, si la notification intervient après cette date, à compter de la date de sa notification.

1-4 *Modalités de reconduction*

Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de (12) douze mois, sans que sa durée totale n'excède (4) quatre ans.

Le Titulaire ne peut pas refuser cette reconduction tacite.

Le pouvoir adjudicateur doit informer le Titulaire de la non-reconduction du marché par lettre recommandée avec accusé de réception 3 mois au moins avant la fin de l'accord-cadre en cours.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le Titulaire ne peut pas contester cette décision de non-reconduction. Le non-renouvellement de l'accord-cadre n'ouvre en aucun cas, au profit du Titulaire, un droit à une compensation financière.

Le Titulaire de l'accord-cadre est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non-reconduction.

1-5 *Sous-traitance*

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique et à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-10 et articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique.

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre (Article 3.6.3 du CCAG-FCS).

1-6 *Clauses sociales et environnementales*

L'accord-cadre comporte une clause sociale (**Annexe n°1 du présent document**).

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des articles L2112-2 à 4 et L2312-1 et 2 du Code de la Commande Publique. L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, s'engage pour l'exécution de cet accord-cadre, à mettre en oeuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, en respectant le nombre d'heures défini à l'annexe 1 du présent CCAP.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

2 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait qu'en cas de contradiction entre elles, les pièces de l'accord-cadre prévalent les unes sur les autres dans l'ordre de priorité décroissant où elles sont énumérées.

- L'acte d'engagement, sa décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) et son Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et son annexe ;
- Le mémoire technique des dispositions prévues par le Titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021-JORF n°0078 du 01 avril 2021).

3 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Le Titulaire est responsable juridiquement et financièrement de la réalisation de la prestation.

Les conditions générales d'exécution sont détaillées dans le CCTP.

4 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

4-1 *Forme des prix*

L'accord-cadre composite est traité à prix mixtes :

Partie A : Prestations mensuelles de gardiennage exécutées selon un prix forfaitaire;

Partie B : Prestations complémentaires de gardiennage exécutées selon des prix unitaires:

- L'accord-cadre est traité à prix forfaitaire pour les prestations faisant l'objet de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) présenté **en annexe 1 à l'acte d'engagement** ;

- L'accord-cadre est traité à prix unitaire en cas de demande de prestations supplémentaires aux taux horaires prévus au BPU **annexe 2 à l'acte d'engagement** ;

4-2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au prestataire de services et à ses sous-traitants;
- Au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

4-3 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

4-4 Variation des prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4-4-1 Type de variation des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisés chaque année suivant les modalités fixées au 4.4.3 du présent document.

4-4-2 Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre finale par le Titulaire.

Ce mois est appelé "mois zéro" (M0), et est indiqué dans l'acte d'engagement.

4-4-3 Modalités des variations des prix

En cas de reconduction du présent accord-cadre, les prix seront révisables chaque année par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après.

L'indice de référence choisi par l'acheteur est « **CPF 80.10 Indices des prix de vente des services français aux entreprises françaises** (BtoB) base 2021 – Identifiant INSEE 010766457 », à savoir les services de sécurité privée, publié au Bulletin Mensuel de la Statistique, édité par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>).

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date de reconduction de l'accord-cadre (date anniversaire de la notification) selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 (I / I_0))$$

P = Prix révisé HT de la prestation

P₀ = Prix initial de l'accord-cadre au moment du mois M0 (date de la remise de l'offre finale)

I = Dernière valeur connue de l'indice (services de sécurité privée) au moment de la révision

I₀ = Valeur de l'indice (services de sécurité privée) au mois d'établissement des prix (M0)

Le coefficient de révision comporte 3 décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le Titulaire transmet au pouvoir adjudicateur, au moins trois mois (3) avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, le bordereau de prix ainsi que la formule de révision qu'il a utilisée pour réviser les prix. Ces documents doivent être envoyés par mail ou par courrier postal.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois (30) jours à compter de la réception de ces éléments pour faire un retour écrit au Titulaire, afin de confirmer ou non l'acceptation de la révision des prix proposée.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de cessations de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'index de remplacement ;
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice utilisé, ou en cas de suppression l'indice équivalent, doit être validé par les parties par voie d'avenant.

Dans le cas où des dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision, les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient d'office.

Clause de sauvegarde :

Le Titulaire devra justifier par écrit les raisons d'une augmentation qui seront laissées à l'appréciation du pouvoir adjudicateur pour la poursuite éventuelle de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de dénonciation par le CNRS, l'accord-cadre prendra fin à compter de la date annoncée pour l'application de la hausse de prix. Le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord-cadre dans un délai d'un mois après réception des changements de tarif, si l'augmentation est supérieure à **5%** par an.

Cette clause trouve à s'appliquer dès lors qu'aucune disposition législative/réglementaire ou recommandation gouvernementale viendrait s'y opposer.

4-5 *Application de la taxe à la valeur ajoutée*

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

4-6 *Bons de commande*

- Les bons de commande pour les prestations mensuelles de gardiennage seront transmis annuellement.
- Les bons de commande pour les prestations complémentaires de gardiennage seront transmis au fur et à mesure des besoins. Seuls les bons de commande signés par la personne habilitée seront pris en considération.

Chaque bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre
- Le numéro du bon de commande
- La date de la commande
- La désignation de l'adresse d'exécution des prestations
- Le prix (HT et TTC) déterminé dans les conditions fixées au présent CCAP
- La désignation des besoins

5 – AVANCE

En application des dispositions des articles L.2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, sous réserve d'une part que le montant initial de l'accord-cadre soit supérieur à 50 000€ hors taxe et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, d'autre part si le Titulaire n'a pas exprimé son refus de percevoir une avance dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au Titulaire de l'accord-cadre.

Si les conditions ci-dessus sont remplies, le Titulaire peut bénéficier d'une avance de 20%.

Les dispositions des modalités de calcul du montant de l'avance et de son remboursement sont prévues aux articles du code de la commande publique cités ci-dessus.

6 – PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

6-1 Mode de règlement

Le mode de règlement prévu est le mandat administratif. Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours.

Le règlement se fera mensuellement à terme échu.

6-2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes à l'accord-cadre seront établies en un original, outre les mentions légales, avec les indications suivantes :

- le nom, n° Siret d'un établissement actif et l'adresse du créancier ;
 - le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
 - le numéro de l'accord-cadre, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
 - la prestation exécutée ;
 - le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
 - le prix des prestations accessoires ;
 - le taux et le montant de la T.V.A. ;
 - le montant total des prestations exécutées ;
 - la date.
- Les factures sous format papier ne sont plus acceptées par le CNRS, conformément à la loi du 3 janvier 2014 détaillée ci-dessous.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

- Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat **Chorus Pro** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY1100_LO**
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification de l'accord-cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2474L012345).

6-3 Délai global de paiement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29/03/2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement et à l'article R.2192-31 du Code de la Commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (€).

7 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les candidats se référeront aux dispositions des articles L.21931 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

8 – REPRISE DU PERSONNEL

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité en vigueur et de l'article L224-1 du Code du travail ; le Titulaire reprend le personnel de l'entreprise Titulaire sortant du précédent marché public de surveillance et de gardiennage des locaux.

Les informations relatives au personnel à reprendre sont présentes dans l'annexe n°2 au présent CCAP.

Toutefois, dans la mesure où celles-ci proviennent du précédent Titulaire, elles ne sauraient engager la responsabilité du CNRS.

9 – CONTINUITE DU SERVICE

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité du service. En cas de défaillance de la part du Titulaire, la délégation Alpes du CNRS peut faire assurer le service aux frais et risques du Titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

En tout état de cause, le Titulaire est tenu d'assurer les prestations demandées y compris en cas d'arrêt de travail de son personnel.

La non-exécution partielle des prestations pour n'importe quel motif – y compris en cas de force majeure – fait l'objet, sans mise en demeure préalable du Titulaire par la délégation Alpes du CNRS, de réfaction directe et, le cas échéant, de l'application de l'article 45 du CCAG-FCS « Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire ».

La prestation de substitution prendra fin lorsque la reprise du service concerné par le Titulaire aura été dûment constatée.

10 – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

10-1 Opérations de vérification

La vérification des prestations est effectuée par le représentant du Service Technique et Logistique.

Les opérations de vérification des prestations de gardiennage, tant quantitatives que qualitatives, sont réalisées conformément aux articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS. Ces vérifications porteront notamment sur la présence et la qualité des services de sécurité, le respect des horaires et des procédures de sécurité définies, ainsi que la conformité avec les exigences précisées dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut procéder aux vérifications sans en informer au préalable le Titulaire du marché, afin de s'assurer de l'effectivité et de la régularité des prestations de gardiennage exécutées.

10-2 Décisions après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra la décision concernant l'admission des prestations.

Cette décision peut être l'une des suivantes :

- **Admission** : Lorsque les prestations sont conformes aux exigences contractuelles.
- **Ajournement** : Si des ajustements sont nécessaires pour satisfaire aux exigences, une période de mise en conformité pourra être accordée.
- **Réfaction** : En cas de prestations partiellement conformes, une réduction du montant de la facture pourra être appliquée.
- **Rejet** : Lorsque les prestations ne sont pas conformes aux spécifications contractuelles, une nouvelle exécution pourra être demandée ou la prestation rejetée.

La décision sera prise conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

11 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles L8222-5-1° du code du travail et D243-15 du code de la sécurité sociale).

Au surplus, le Titulaire transmettra régulièrement au pouvoir adjudicateur tout document prouvant son habilitation à exercer une activité de surveillance et de gardiennage délivrée par la Commission Interrégionale d'Agrément et de Contrôle.

Le Titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

12 – PENALITES

12-1 Pénalité pour non-respect des obligations concernant la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail

En cas de défaut caractérisé d'information telle que mentionnée à l'article 11 du présent CCAP, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard peut être appliquée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Toutefois, le montant global de cette pénalité est égal, au plus, à 10% du montant de l'accord-cadre et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

12-2 Pénalités pour retard et non-exécution des prestations

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités applicables dans le cadre du présent accord-cadre sont les suivantes :

NATURE DU MANQUEMENT	Article du CCTP	PENALITES
Non remise des documents attestant des qualifications et de la situation du personnel employé sur le site	Article 3.2.	100 € par constatation et par agent
Non communication de la liste nominative des agents affectés sur le site	Article 3.4.1	100 € par constatation
Non-respect des horaires de présence	Article 4.1.1	50 € par heure d'absence
Retard ou non transmission du planning la semaine précédant le mois de référence.	Article 4.1.2	50 € par constatation
Non-respect de la mise à disposition de l'agent	Articles 4.1.1	100 € par constatation
NATURE DU MANQUEMENT	Article du CCAP	PENALITES
Non transmission des informations relatives aux modifications de statut de l'entreprise	Article 13	400 € par jour de retard à partir du lendemain de la modification

12-3 Pénalités pour manquement aux obligations

Le Titulaire encourt également sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100 € HT par manquement constaté qui pourra être cumulée avec la précédente sur décision du pouvoir adjudicateur de la délégation Alpes du CNRS, dans chacun des cas suivants :

- Affectation sur le site de personnels dont l'identité n'a pas été préalablement transmise à la Délégation Alpes du CNRS au titre de l'article 3.4 du CCTP ;
- Non-exécution des contrôles prévus à l'article 4.5 du CCTP

Le cas échéant le montant de chaque pénalité pourra être multiplié par le nombre de jours pendant lesquels le manquement aura pu être constaté.

En cas de manquements récurrents et manifestement excessifs, le pouvoir adjudicateur de la délégation Alpes du CNRS se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre, sans délai, aux frais et risques du Titulaire qui se verrait imputer les surplus pouvant résulter de l'exécution des prestations par un autre prestataire.

12-4 Pénalités pour non-respect des modalités d'insertion sociale

Les pénalités sont définies à l'article 6 de l'annexe 1 du présent CCAP.

13 – MODIFICATIONS DE STATUT DE L'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de notifier, sans délai, au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et se rapportant :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;

- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

14 – LITIGES

Toutes les contestations se rapportant au présent accord-cadre et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les deux parties seront soumises au Tribunal Administratif de Grenoble auquel les parties donnent attribution de compétence.

Le Droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

15 – RESILIATION

15-1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

15-2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le Titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

16 – ASSURANCES ET ATTESTATION

Conformément à la réglementation applicable, le Titulaire atteste sur l'honneur qu'il ne lui est pas interdit de soumissionner au présent accord-cadre. Il s'engage à respecter le code du travail durant son exécution et assure qu'il respecte les 8 conventions fondamentales de l'OIT. En outre, sur demande, il fournira une attestation d'assurance valable pour la durée de l'accord-cadre.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les conséquences

pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

L'attestation de la compagnie d'assurance du Titulaire doit préciser l'objet, la durée et l'étendue de la garantie, les exclusions et le montant du risque assuré.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer expressément la Délégation Alpes du CNRS de toute modification de son contrat d'assurance.

17 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire doit remettre :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Le Titulaire devra s'assurer de la présence de son personnel pour chacune des missions confiées et prévoir le remplacement immédiat en cas de défaillance.

Il prendra, sous peine de sanctions, toutes dispositions pour que les prestations ne soient pas interrompues.

18 – CONFIDENTIALITE

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a reçu communication à titre confidentiel, des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication. Il ne devra divulguer aucune information qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il doit, sans délai, avertir la Délégation Alpes du CNRS de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

La responsabilité du Titulaire pourra être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes. Elle pourra également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le Titulaire s'engage à faire signer à son personnel une reconnaissance formelle de l'obligation de discrétion conformément à l'article 11-02 de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations résultant du présent article, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, nonobstant les dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

19 – HYGIENE ET SECURITE

Dès la notification de l'accord-cadre, **le Titulaire devra prendre contact avec le service technique** qui lui donnera toutes les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité relatives aux sites dans le cadre de l'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992 relatif aux travaux effectués dans un établissement par une société extérieure.

A cette occasion, il sera établi un plan de prévention.

20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX CCAG-FCS

L'article 2 du CCAP concernant les pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 10.1 du CCAP concernant les opérations de vérification déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

L'article 12 du CCAP concernant les pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

21 – LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Clause sociale – Insertion professionnelle des publics prioritaire

Annexe 2 : Liste du personnel affecté sur le site Campus CNRS